

Index AI : PRE01/570/2011
14 November 2011

Brésil. Les Jeux olympiques de Rio ne doivent pas être ternis par des expulsions forcées

Les organisateurs des Jeux olympiques doivent exhorter les autorités brésiliennes à arrêter d'expulser de force des centaines de familles de Rio de Janeiro dans le cadre des préparatifs des Jeux olympiques d'été 2016, ont déclaré des associations de résidents, des militants locaux en faveur du droit au logement, Amnesty International et WITNESS lundi 14 novembre dans une lettre conjointe adressée au Comité international olympique (CIO).

Les organisations ont ajouté que des familles vivant dans des dizaines de zones défavorisées de la ville ont perdu ou risquent de perdre leur logement à mesure que les autorités construisent des infrastructures en prévision de cet événement sportif international.

« Forcer des familles à quitter leur domicile sans les notifier suffisamment à l'avance, sans les consulter au préalable ni leur proposer de solution de relogement ou de voies de recours bafoue les valeurs défendues par les JO, et viole le droit brésilien et les engagements internationaux du Brésil en matière de droits humains », ont poursuivi les organisations.

« Les organisateurs des JO doivent user de leur influence pour mettre un terme à cette pratique immédiatement, avant qu'il ne soit trop tard. Le CIO ne doit pas se rendre complice de violations des droits humains commises en son nom, et devrait condamner publiquement et sans équivoque l'ensemble des expulsions forcées à Rio de Janeiro. »

Des favelas (bidonvilles) et quartiers informels de la ville ont déjà été pris pour cible au cours de l'année écoulée, et les autorités prévoient de futures expulsions dans d'autres zones.

Des projets de création d'infrastructures essentielles, comme la construction de trois voies express pour les bus (la TransOeste, la TransCarioca et la TransOímpica), les travaux réalisés autour du stade Maracanã et la modernisation de la zone portuaire ont déjà donné lieu à de graves violations. Alors que ces travaux se poursuivent, les habitants de plusieurs zones – notamment Vila Autodromo et Arroio Pavuna – se battent contre leur expulsion imminente.

Si les représentants des autorités de Rio de Janeiro affirment n'avoir procédé à aucune expulsion forcée et disent indemniser de manière adéquate l'ensemble des familles avant qu'elles ne perdent leur logement, des recherches indépendantes effectuées par des ONG locales, le bureau d'aide juridictionnelle de Rio de Janeiro et des organisations internationales telles qu'Amnesty International et WITNESS dressent un tableau différent.

Dans les cas les plus graves, les autorités se sont présentées dans certains quartiers sans avoir notifié la population et ont commencé à démolir logements et commerces.

Le 22 octobre 2010, des bulldozers sont arrivés dans la zone de Restinga et ont commencé à détruire des

maisons, mais aussi des échoppes en activité sur place depuis plus de 20 ans.

Edilson, un habitant de Restinga, a décrit l'opération en ces termes :

« À 10 heures du matin, il y avait des machines, des policiers, des forces antiémeutes lourdement armées. Ils ont commencé à vider les maisons. Si quelqu'un refusait de partir, ils prenaient le bulldozer et se mettaient à défoncer la porte. Les policiers entraient chez vous, vous obligeaient à sortir puis démolissaient. »

Un grand nombre des familles qui vivaient et travaillaient à Restinga ont depuis lors perdu leur emploi et leurs sources de revenus, tandis que les enfants n'ont pas pu être transférés dans de nouvelles écoles, et n'ont donc reçu aucune éducation pendant des mois.

D'anciens résidents n'ont pas bénéficié d'une indemnisation adaptée ni d'une solution de relogement convenable, ce qui est contraire aux normes internationales en matière de droits humains.

Ces violations, qui constituent une pratique bien établie, ont été infligées à d'autres populations au cours de l'année écoulée ; les autorités font souvent pression sur les résidents pendant des mois afin qu'ils acceptent des propositions au rabais, au lieu d'observer les garanties procédurales et juridiques à respecter avant que des expulsions n'aient lieu. Ce harcèlement est considéré comme une tactique permettant de persuader ces familles d'emménager la plupart du temps dans des zones isolées, loin de leur lieu de travail, de l'école fréquentée par les enfants et de leur entourage.

La situation était devenue si grave en début d'année que Raquel Rolnik, rapporteuse spéciale des Nations unies sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant, est intervenue afin de demander au gouvernement brésilien de « suspendre les expulsions forcées jusqu'à ce que le dialogue et la négociation puissent être garantis. »

« Nous reconnaissons qu'il est nécessaire que les autorités de Rio de Janeiro mettent en place les infrastructures indispensables au succès et à la sécurité de la Coupe du monde 2014 et des Jeux olympiques de 2016 », ont déclaré les organisations.

« Mais cela doit être fait dans un esprit de consultation et de coopération avec les populations concernées, afin que leurs droits soient protégés dans le cadre des préparatifs. »

La version intégrale de la lettre peut être consultée en cliquant sur le lien suivant [http://www.amnesty.org/sites/impact.amnesty.org/files/AI-WITNESS lettre au CIO novembre 2011.pdf](http://www.amnesty.org/sites/impact.amnesty.org/files/AI-WITNESS%20lettre%20au%20CIO%20novembre%202011.pdf)